

Nos communautés...

Nos succès!

Printemps 2008

Des routes rurales du Canada Atlantique

Le Canada et l'Australie comparent leur milieu rural

Que peuvent donc avoir en commun la Terre de nos aïeux et son antipode? Apparemment, les ressemblances sont nombreuses!

Quand les représentants du *HeartWood Centre for Community Youth Development* (un centre visant le développement des jeunes dans les collectivités), en Nouvelle-Écosse, et ceux de l'organisme australien *Champions of the Bush* se sont joints par téléphone, l'an dernier, le succès du partenariat s'est avéré instantané.

Les deux organismes, *HeartWood* et *Champions of the Bush*, visent le développement rural (en Australie, « bush » signifie rural). Les représentants d'autres centres communautaires d'Australie participaient aussi à la conférence téléphonique. Malgré les océans qui les séparent, les deux pays se sont vite rendus compte de leur similarité, particulièrement en ce qui concerne les jeunes.

La conférence téléphonique a eu lieu en juin et, en décembre, Mme Elaine Hamilton, du *Kyabram Community and Learning Centre* (un centre communautaire et d'apprentissage), situé dans la région de Victoria, en Australie, était déjà en visite au centre *HeartWood*. Contactée en Nouvelle-Écosse, Mme Hamilton a souligné que la réunion téléphonique avait engendré de nouvelles possibilités dans son petit coin rural.

« Ce fut fantastique, » a-t-elle déclaré à

propos de la conversation téléphonique du mois de juin. « Quatre collectivités de Victoria participaient à la conversation avec le centre *HeartWood* et elles étaient d'abord sceptiques, mais à l'issue de notre entretien, elles étaient toutes étonnées et impressionnées des ressemblances entre les deux pays. »

Le centre *HeartWood* est un organisme sans but lucratif qui appuie la participation des jeunes dans les collectivités. Le gouvernement du Canada a établi un partenariat avec le centre *HeartWood*, il y a deux ans, afin de

canadien. Mme Hamilton, M. Carruthers, deux membres de la collectivité associés au groupe de Mme Hamilton ainsi que deux jeunes occupaient l'autre bout de la ligne, avec un décalage horaire de 15 heures, en Australie.

Même après le départ des interlocuteurs du Canada, les participants d'Australie ont poursuivi leur entretien, et Mme Hamilton a souligné que l'expérience les avaient tous stimulés. On y a même discuté d'envoyer un groupe d'étude de jeunes membres de *Champions of the Bush* en Nouvelle-Écosse, afin de visiter le centre *HeartWood*.

M. Braganza a souligné que la conversation téléphonique a fourni à tous une grande occasion de partager leurs expériences et de cerner les caractéristiques qu'ils partageaient. Il estime qu'un tel entretien aura lieu encore plusieurs fois.

« Il était intéressant d'entendre parler des ressemblances entre l'Australie et le Canada rural – leurs succès et leurs difficultés dans l'appui de la participation des jeunes dans les collectivités, a-t-il dit, avant d'ajouter : Cette collaboration sera de longue durée. »

Mme Hamilton a observé que le gouvernement local de sa région s'inspire actuellement du modèle

du centre *HeartWood* concernant la participation des jeunes, et le reproduit dans certaines collectivités. Elle a affirmé que la réaction des collectivités et des politiciens s'est avérée extrêmement positive.

Au moyen de modèles tels que l'Engagement des jeunes dans la collectivité, et de partenariats solides avec des organismes comme le centre *HeartWood*, des dirigeants communautaires, des entreprises, de simples citoyens et tous les paliers gouvernementaux, le gouvernement du Canada est en mesure d'aider les régions rurales à cerner les besoins de ses jeunes et d'y répondre, tout en encourageant les nouvelles générations à participer à l'amélioration de leur collectivité.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires à propos de l'Engagement des jeunes dans la collectivité, visitez le www.rural.gc.ca/. Vous trouverez en ligne (en anglais seulement) le centre *HeartWood* au www.heartwood.ns.ca, l'organisme *Champions of the Bush* au www.championsofthebush.org.au et le *Kyabram Community and Learning Centre* au www.kyabram.com.



Dyrekia Provo et Nolan Cannon du centre HeartWood avec une résidente de la maison de retraite Nakile dans le comté de Yarmouth pendant le camp 2007 sur le leadership pour les jeunes de la région de l'atlantique.

mettre en œuvre le modèle du centre, intitulé Engagement des jeunes dans la collectivité. Le modèle, reproduit ensuite au Labrador, au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard, contribue à l'engagement des jeunes, à titre de partenaires, dans la planification d'un avenir prometteur, pour leur collectivité ainsi que pour eux-mêmes.

Mme Hamilton, qui connaît le directeur général du centre *HeartWood*, M. Brian Braganza, depuis environ 20 ans, a affirmé que l'organisme s'inspirait beaucoup du modèle et que la conversation téléphonique a donné un élan à la région de Victoria, en Australie.

« Lorsque nous avons tenu la conversation, de jeunes personnes se trouvaient à l'autre bout du fil, a-t-elle décrit. L'une d'elles a déjà fait partie du Réseau national de la jeunesse rurale du Canada. M. Geoff Carruthers (de l'organisme *Champions*) souhaite recréer un réseau similaire, à Victoria. »

M. Braganza, deux membres du personnel du centre *Heartwood*, un ancien représentant de la Nouvelle-Écosse du Réseau national de la jeunesse rurale ainsi qu'un jeune entrepreneur et spécialiste de l'environnement du comté de Lunenburg partageaient la ligne, du côté

Dans cette édition

Jeunes leaders du Canada.....2

Le premier ministre annonce 1 milliard de dollars pour le développement communautaire.....2

Avec *Cultivons l'avenir*, les producteurs agricoles bénéficient désormais de programmes financiers mieux adaptés.....2

Du producteur à la table.....3

Et toujours sur le sujet des aliments.....3

Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick: la conservation selon ses propres conditions.....4

Bienvenue à Évangéline.....4

Quatrième Prix des jeunes leaders du Canada rural

Les Prix des jeunes leaders du Canada rural rendent hommage aux jeunes Canadiens (18 à 29 ans) qui ont effectué de remarquables réalisations et apporté leur contribution dans des régions rurales, éloignées et/ou nordiques du Canada à l'échelle locale, régionale et/ou nationale. En 2007, un prix commémoratif est remis à des individus de la région atlantique dans deux catégories : Partenariat et Leadership :

François St-Amand (Saint-André, N.-B.)
Récipiendaire — Partenariat

Grâce à un travail ardu et à une détermination exceptionnelle, François St-Amand, de Saint-André, au Nouveau-Brunswick, a pu réunir de nombreux partenaires afin de créer divers projets pour le développement des jeunes de sa collectivité rurale.

Après l'université, François a été embauché par l'École régionale de Saint-André comme agent de développement pour le projet pilote intitulé «L'école au cœur de notre communauté». Avec l'aide de la direction de l'école, il a mis sur pied un organisme sans but lucratif, la Fondation ACCÈS ERSA, dont l'objectif est de réunir des partenaires qui œuvrent au développement des jeunes. Il a réussi à former un certain nombre de partenariats afin de créer un parc de quartier.

De plus, François a réussi à amener dans

le quartier un nouveau service de garderie accréditée, installée à même les locaux de l'École régionale de Saint-André. Cette garderie est gérée par François et la Fondation ACCÈS ERSA.

Grâce à son dévouement, qui lui a valu quelques prix, François a réussi à placer l'école au cœur de la collectivité de Saint-André.

Meghan Detheridge (Sydney, N.-É.)
Récipiendaire — Leadership

Le Prix du leadership est décerné à Meghan Detheridge en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle à la création d'un parc pour planches à roulettes de calibre international. La vision de Meghan et sa volonté de trouver le financement nécessaire pour construire ce parc ont contribué à améliorer notablement la vie sociale des jeunes de sa collectivité. Cela leur a aussi permis de développer leurs capacités et de la confiance tout en leur offrant un environnement sain dans lequel ils peuvent faire de l'exercice physique.

Originaire de Sydney, en Nouvelle-Écosse, Meghan a fait preuve d'un grand engagement envers sa communauté. Elle a fait preuve d'innovation en développant des partenariats avec les différents paliers gouvernementaux et les entreprises locales afin de créer le parc. L'impact de ce parc sur la communauté est

évident et son succès va au-delà de toutes les attentes.

Dans une région où la jeunesse locale doit relever de nombreux défis, Meghan Detheridge a créé non seulement un espace où l'on peut pratiquer son sport préféré, mais elle a aussi donné espoir aux jeunes de sa région.



Le premier ministre annonce 1 milliard de dollars pour le développement communautaire

Un nouveau projet national majeur pour assister les collectivités et les travailleurs ébranlés par la situation économique internationale

Le premier ministre Stephen Harper a annoncé que le gouvernement du Canada accordera un nouveau financement d'un milliard de dollars aux provinces et aux territoires, afin d'aider les collectivités et les travailleurs touchés par des difficultés économiques en raison de l'instabilité actuelle des marchés mondiaux financiers et des produits de base. Ce projet s'intitule le « Fonds en fiducie national pour le développement communautaire ».

« Le gouvernement du Canada aidera les collectivités vulnérables et les travailleurs mis à pied en investissant un milliard de dollars dans le Fonds en fiducie pour le développement communautaire, a déclaré le premier ministre Harper. Il s'agit d'une nouvelle initiative nationale majeure, grâce à laquelle notre gouvernement appuiera les efforts déployés par les provinces et les territoires, afin de bâtir des communautés plus fortes et d'améliorer la condition des travailleurs touchés par l'instabilité économique mondiale. »

Les facteurs économiques fondamentaux du Canada sont favorables, et la croissance ainsi que la prospérité de l'économie nationale augurent bien, à long terme. Toutefois, dans un système d'échanges commerciaux libre entouré d'une incertitude économique, le Canada devra surmonter de lourds obstacles. Certaines collectivités canadiennes sont plus vulnérables à cette incertitude que d'autres, en raison de leur dépendance à une seule industrie ou à un seul employeur, de la fluctuation du taux de change ou d'une baisse de la demande, plus particulièrement aux États-Unis.

« Le programme est destiné à des villes monoindustrielles confrontées à d'importantes difficultés économiques, aux communautés ayant un taux de chômage chronique élevé ou aux régions touchées par des mises à pied dans plusieurs secteurs, a ajouté le premier ministre Harper. Il permettra, entre autres, d'appuyer la formation en milieu de travail dans les secteurs

confrontés à une pénurie de main-d'œuvre, l'élaboration de plans de transition communautaire axés sur le développement économique et la création de nouveaux emplois ainsi que le développement d'infrastructures pour stimuler la diversification économique. »

Dans cette optique, certains des investissements du Fonds en fiducie pour le développement communautaire comprennent :

- la formation professionnelle et le perfectionnement des compétences, afin de combler les écarts, à l'échelle locale ou régionale;
- des mesures pour appuyer les travailleurs confrontés à des difficultés d'adaptation;
- des fonds pour élaborer des plans de transition communautaire;
- des projets d'infrastructure pour appuyer la diversification; et
- d'autres projets de développement économique et de diversification qui aideront les collectivités à gérer leur transition ou leur adaptation, comme les projets de services publics, le développement de parcs industriels, le développement des sciences et de la technologie, l'accès à la technologie à large bande, la revitalisation du centre-ville et les services de communication et de transport.

« Ottawa, les provinces et les territoires peuvent ainsi joindre leurs efforts, afin de transformer les défis économiques d'aujourd'hui en possibilités pour l'avenir », a déclaré le premier ministre.

Financé à partir du surplus budgétaire de 2007-2008, le Fonds en fiducie pour le développement communautaire durera trois ans. Les gouvernements recevront une somme de base fixe, soit dix millions de dollars pour chacune des provinces et trois millions de dollars pour chacun des territoires, et le reste des fonds sera attribué en fonction du nombre d'habitants.

Avec « Cultivons l'avenir », les producteurs agricoles bénéficient désormais de programmes financiers mieux adaptés

Avec *Cultivons l'avenir*, les producteurs agricoles disposent maintenant d'un nouvel ensemble de programmes de gestion des risques de l'entreprise plus simples, plus prévisibles et susceptibles de bénéficier d'un concours bancaire. Ils ont été conçus à partir des consultations menées auprès des intervenants du secteur dans tout le pays. Les nouveaux programmes sont complémentaires et offrent une protection contre différents types de pertes:

- **Agri-investissement** est un programme de comptes que les producteurs peuvent utiliser pour couvrir les baisses légères de leur marge ou faire des investissements. Il remplace la protection qu'offrait auparavant le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) contre les baisses de marge de 15 % ou moins.
- Le programme **Agri-stabilité** couvre les baisses de marge attribuables à des facteurs comme la faiblesse des prix, les pertes de production et la hausse des coûts des intrants. Il remplace la protection qu'offrait auparavant le PCSRA contre les baisses de marge de plus de 15 %.
- Le programme **Agri-protection** couvre les pertes de production de certaines cultures, qui sont attribuables à des conditions météorologiques incontrôlables. Il comprend l'assurance-production et il a été étendu à d'autres produits.
- Le programme **Agri-relance** vise à aider les producteurs touchés par des catastrophes naturelles à l'échelle régionale.
- Le **Programme de paiements anticipés** accorde des avances aux producteurs pour les aider à combler leurs besoins de liquidités.

Le gouvernement du Canada verse une contribution de 600 millions de dollars pour le démarrage des comptes du programme Agri-investissement. La plupart des producteurs ont déjà reçu une lettre indiquant le montant de leur paiement de démarrage et décrivant leurs options. Ceux qui n'ont pas reçu automatiquement une lettre doivent présenter une demande avant le 14 avril 2008. Pour de plus amples renseignements sur le démarrage du programme Agri-investissement, veuillez composer le 1-866-367-8506. Au Québec, veuillez appeler La Financière agricole au numéro sans frais 1-800-749-3646 ou visiter le site Web à l'adresse www.fadq.qc.ca.



Du producteur à la table

Si le vieil adage « Dites-moi ce que vous mangez, je vous dirai qui vous êtes » repose encore sur quelque fondement, les gens qui travaillent dans l'alimentation en Nouvelle-Écosse espèrent qu'un récent forum permettra aux Néo-Écossais de se sentir, disons, encore plus Néo-écossais.

Dans un effort pour rendre les aliments produits en Nouvelle-Écosse plus attrayants, plus de quatre-vingt personnes liées à l'industrie de l'alimentation dans la province se sont rencontrées un vendredi après-midi, en novembre dernier, afin d'examiner les problèmes relatifs à la production, à la distribution et à la sécurité des produits alimentaires.

Les discussions ont porté, en grande partie, sur la disponibilité et l'accessibilité de produits alimentaires locaux nutritifs et abordables. Un bon nombre des produits que l'on trouve aujourd'hui dans nos épiceries sont importés d'autres provinces et viennent même d'autres pays. Le nombre des petites fermes familiales est en baisse et les activités de pêche diminuent, tandis que les emplois du temps chargés, les prix et la facilité dictent ce que l'on va retrouver dans nos assiettes.

Au cours du forum, on s'est penché sur la recherche alimentaire et la sécurité de nos aliments, ainsi que sur leur production, leur traitement, leur préparation, leur transport, leur commercialisation, leur achat, leur distribution et même leur élimination.

L'alimentation est une question complexe. Le circuit alimentaire suit un parcours compliqué, depuis le moment où une petite graine est semée dans un champ ou qu'une ligne est jetée dans l'océan. En réunissant les gens qui connaissent le mieux le domaine des aliments, le Forum de l'alimentation de la Nouvelle-Écosse a été l'occasion de discuter des moyens de s'assurer que les Canadiennes et les Canadiens continuent à pouvoir acheter des aliments nutritifs sécuritaires à un prix abordable.

Mme Lil MacPherson, copropriétaire du restaurant Wooden Monkey, à Halifax, est très difficile quant à la nourriture qu'elle sert à sa clientèle. Non seulement son restaurant n'utilise-t-il que des produits biologiques et locaux, mais on y sert également une bonne dose d'éducation.

« Mon restaurant, c'est un moyen fantastique de gagner sa vie, mais c'est aussi un outil pour dire la vérité au sujet de notre système alimentaire », déclare Mme MacPherson, qui ajoute : « Je parle sans arrêt à mes clients des produits biologiques et de l'endroit d'où vient leur nourriture. Il nous

faut trouver de nouveaux moyens pour que les fermiers du coin restent sur leur terre. »

M. Sean Gallagher est d'accord avec cela. Son entreprise, *Terroir – Local Source Catering*, est un comptoir à soupe et à sandwich de l'Université Dalhousie qui n'utilise que des produits achetés au Marché des fermiers. M. Gallagher constate l'augmentation de l'intérêt du public pour ce qu'il appelle « l'énergie de la base » et aimerait que le gouvernement adopte une stratégie d'approvisionnement locale plus simple et liée à des contrats.

Les participants au forum ont également souligné l'importance de trouver un équilibre entre la production d'aliments abordables pour le consommateur et un prix équitable pour le fermier et le pêcheur, qui doivent gagner leur vie.

Selon M. Fraser Hunter, président de la Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse, à moins que l'on ne modifie profondément tout le système alimentaire actuel, d'ici cinq à sept ans, les petites exploitations agricoles familiales vont disparaître du paysage rural.

« Ne sommes-nous pas un service essentiel en tant qu'agriculteurs? Nous devons commencer à fabriquer des produits et non des marchandises. »

Parmi les participants au forum, on comptait des représentants de divers ministères et organismes du fédéral et du provincial, des représentants de l'épicerie au détail (de petites et grandes tailles), des marchés de producteurs, des distributeurs, des pêcheurs et agriculteurs biologiques locaux, des organisations communautaires, des universitaires et des chercheurs, ainsi que des consommateurs.

L'ordre du jour prévoyait des groupes de discussion, des groupes d'experts, des conférenciers et une discussion libre pendant laquelle les gens pouvaient poser des questions, donner leur opinion et faire part de leur perspective. Les participants ont échangé des histoires, relevé des possibilités et bâti des partenariats autour de points d'intérêt communs.

Le document de discussion, préparé en prévision de l'événement, ainsi qu'un rapport sur les résultats du forum seront bientôt publiés en ligne à l'adresse www.rural.gc.ca, sous l'onglet Équipe rurale de la Nouvelle-Écosse.



Et toujours sur le sujet des aliments...

Les Néo-Écossais ne sont pas les seuls Canadiens des provinces atlantiques à se préoccuper des aliments en ce moment. Le Réseau pour la sécurité alimentaire de Terre-Neuve et du Labrador a organisé son propre forum alimentaire en octobre dernier et il n'est pas surprenant de constater que les deux provinces ont bien des problèmes similaires.

L'Assemblée sur la sécurité alimentaire de 2007 a été l'occasion pour quelque 120 personnes de partout à Terre-Neuve et au Labrador (T.-N.-L.) de se réunir pour discuter en toute franchise, si on peut dire. Les participants, qui venaient de toutes sortes de milieux, étaient des éducateurs, des fermiers, des représentants du gouvernement, des intervenants dans différents secteurs de la santé, des centres de ressources familiales, des communautés culturelles, des groupes autochtones, en passant par des chasseurs et des pêcheurs; toute personne s'intéressant à la question des aliments était la bienvenue.

Mme Sherril Gilbert, directrice administrative du Réseau pour la sécurité alimentaire de T.-N.-L., s'est dite encouragée par l'information recueillie et échangée tout au long des deux jours de conférence. Cette question est certes complexe, mais elle définit la sécurité alimentaire comme suit : « Tout le monde doit, en tout temps, avoir accès en quantité suffisante à des aliments fiables, nutritifs, sécuritaires, culturellement adaptés, durables, socialement justes et environnementalement sains ».

« Cette assemblée à l'échelle provinciale est la première qui ait une représentation aussi significative », a-t-elle déclaré, tout en ajoutant : « Il est en fait très rare d'avoir l'occasion d'aborder tous ces problèmes. »

Les problèmes auxquels Gilbert fait allusion étaient aussi variés que les gens présents, mais

elle souligne que trois thèmes ont régulièrement fait surface pendant les deux jours, l'éducation, l'intervention précoce et la politique.

Les gens veulent en savoir davantage sur les aliments qu'ils consomment – d'où ils viennent, comment ils sont transformés, comment ils parviennent dans nos magasins, etc., dit-elle. Les aînés peuvent également contribuer à renforcer cette connaissance dans nos communautés grâce à des programmes intergénérationnels, en transmettant par exemple les traditions ou en enseignant les bases, ou en expliquant des savoir-faire en voie de disparition comme le jardinage, les conserves et même la cuisine.

« Nous sommes en train de perdre toute notre capacité à nous nourrir par nous-mêmes. La cuisine, le jardinage, la chasse, la cueillette, voilà autant de choses que nos aînés peuvent nous apprendre. »

Les participants au forum ont souligné qu'il fallait créer davantage de partenariats entre les gouvernements et les collectivités pour bâtir la capacité des communautés.

L'alimentation doit figurer également dans le programme éducatif de nos enfants par le biais des programmes scolaires et d'initiatives comme les jardins scolaires et les activités communes parents-enfants.

Les participants au forum ont également souligné l'importance de faire une réforme stratégique et de proposer des politiques pour que l'on présente un choix d'aliments sains et que l'on améliore l'accès à ce genre d'aliments dans les écoles et les lieux publics où les enfants et les familles se rassemblent, tout comme dans les centres de ressources familiales, lors des réunions des conseils scolaires, etc...

« La politique est l'affaire des secteurs gouvernementaux à tous les niveaux », a déclaré Mme Gilbert, qui ajoute : « Il existe une foule d'idées de programmes innovateurs ».

Ce qui ressort vraiment des discussions du forum, selon Mme Gilbert, c'est le nombre de gens concernés par la qualité des aliments frais qu'on leur propose, en particulier dans les régions rurales et isolées. Elle explique que les prix ne cessent de grimper, tandis que la qualité diminue; nous devons savoir ce qui arrive aux produits entre le moment où ils sont récoltés et celui où ils arrivent sur les étagères.

Tout n'est pas aussi sombre cependant. Mme Gilbert souligne que la sécurité alimentaire est de plus en plus souvent intégrée par écrit aux politiques de santé et que les gouvernements commencent également à se préoccuper davantage de la question.

Grâce à des occasions de dialogue comme les forums alimentaires de Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve et du Labrador, le gouvernement du Canada est en position de mieux comprendre les besoins des Canadiennes et des Canadiens des régions rurales. Ces forums permettent à des groupes plus petits et plus spécifiques de faire entendre leur voix, de se lier à d'autres, de parler de leurs points communs et de leur situation unique, et de repérer les possibilités qui s'offrent à eux.

« L'échange d'histoires est un puissant moyen de communication de l'information », déclare Mme Gilbert.

Le rapport final de l'Assemblée sur la sécurité alimentaire de 2007 est affiché sur le site Web du Réseau pour la sécurité alimentaire de Terre-Neuve et du Labrador à l'adresse www.foodsecuritynews.com (site Web en anglais seulement).

Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick : la conservation selon ses propres conditions



L'honorable Christian Paradis, secrétaire d'État (Agriculture) responsable du développement rural et coopératif, annonce l'octroi de 28 000 \$ au Comité de l'aménagement rural du Nord-Ouest (CARNO), à Grand-Sault.

L'été dernier, le Comité de l'aménagement rural du Nord-Ouest (CARNO) a effectué un grand bond vers l'avant grâce à une injection financière du gouvernement du Canada.

De passage à Grand-Sault, au Nouveau-Brunswick, l'honorable Christian Paradis, secrétaire d'État (Agriculture) responsable du développement rural et coopératif, a rendu public l'octroi de 28 000 \$ au CARNO, pour l'élaboration d'un plan d'action pour la région nord-ouest de la province.

Ce plan, qui devrait paraître ce printemps, cernera des possibilités et établira des priorités visant la protection des ressources naturelles de la région, afin d'en garantir la viabilité aux prochaines générations.

« Ce projet permettra aux collectivités rurales de la région nord-ouest du Nouveau-Brunswick de déterminer leurs forces et de choisir une approche en matière de conservation, a déclaré M. Paradis, secrétaire d'État, en conférence de presse. Le gouvernement du Canada s'efforce de conserver et de protéger notre environnement; voilà pourquoi nous

finançons le CARNO. »

Le plan stratégique du CARNO couvrira les 12 municipalités rurales et les 17 districts de services locaux (DSL) qui constituent la partie nord-ouest de la province.

« Nous sommes très heureux d'obtenir l'appui du gouvernement canadien, a souligné le président du CARNO, Paul-Émile Soucy, avant d'ajouter : Cela permettra à la collectivité de prendre son avenir en main. Nous privilégions la planification intégrée, qui est essentielle au développement et à la prospérité économique de notre région, pour la population actuelle et les prochaines générations. »

Le gouvernement du Canada se voue à la conservation et à la protection de l'environnement. Au moyen de partenariats avec des organismes communautaires tels que CARNO, le gouvernement du Canada aide les habitants de milieux ruraux et éloignés à tirer profit de leurs forces et à prendre leur avenir en main. Pour obtenir davantage de renseignements, visitez le www.carno.ca.

Bienvenue à Évangéline!

De nombreux citoyens rêvent de quitter la grande ville pour aller vivre à la campagne, comme dans la magnifique région d'Évangéline, à l'Île-du-Prince-Édouard. Cette dernière est bien établie à titre de destination touristique, mais ses habitants se sont vite rendus compte que leur rythme de vie ne pouvait dépendre uniquement des visiteurs.

Le Canada rural, si romantique, existe toujours, mais en réalité, ses collectivités éprouvent plusieurs difficultés.

Voilà donc la priorité du Carrefour d'immigration rurale (CIR), une initiative communautaire visant à aider les collectivités à accueillir des familles immigrantes dans leur région. Que vous soyez maître du tourisme ne vous prépare pas nécessairement à accueillir des étrangers pour une longue durée.

De plus, une fois installés dans une nouvelle région, les immigrants ont besoin de certaines informations de base, qui ne sont pas toujours évidentes. Les habitants de longue date exigent aussi certains outils, afin de se préparer à accueillir des gens d'ailleurs.

M. Georges Monfray est le directeur général du CIR d'Évangéline. Il a vu le programme effectuer des progrès remarquables dans la collectivité depuis sa mise en œuvre, il y a deux ans. Le premier défi de l'organisme consistait à éliminer le racisme et certains mythes en matière d'immigration.

Les collectivités peuvent s'avérer réceptives à l'immigration mais conserver toutefois certains stéréotypes, comme celui de croire que les immigrants réduisent le nombre d'emplois locaux disponibles, bien qu'il n'en soit pas le cas. En réalité, lorsqu'une nouvelle famille s'ajoute à une collectivité, elle accroît du coup la demande en services et en travailleurs, comme par exemple les professeurs et les autres spécialistes.

À cette fin, le CIR d'Évangéline a dirigé un grand nombre d'activités de sensibilisation et, en octobre dernier, a inauguré son Festival culturel, qui combine une foule de traditions et de coutumes différentes. Selon M. Monfray, la collectivité a pu, grâce à un tel mélange de cultures, observer à quel point différentes

traditions peuvent s'harmoniser, et les participants ont su profiter d'une heureuse combinaison de plats, de musique et de coutumes.

Le CIR d'Évangéline s'est aussi efforcé de transmettre son message non seulement à la collectivité en général, mais aussi aux jeunes générations. Jusqu'à présent, plus de 300 élèves de l'Île ont assisté à une pièce de théâtre traitant du racisme, présentée par une troupe de Montréal. Cette pièce est particulière, puisqu'elle est interactive et permet aux spectateurs d'y participer, et de partager leur propre expérience relative au racisme.

Depuis sa création, le CIR d'Évangéline a accueilli plus de dix familles dans la région. Ces dernières ne sont pas toutes restées, et M. Monfray avoue que cela constitue également une partie du défi. Il est une chose d'accueillir une famille dans la région et une autre de s'assurer qu'elle y demeure.

Le CIR d'Évangéline a créé un guide d'orientation, maintenant offert à tous les nouveaux arrivants, qui donne l'information nécessaire à

propos des services et des ressources de la région. Le guide du CIR d'Évangéline complète bien celui de la province, intitulé : Bienvenue à l'Île-du-Prince-Édouard, un guide pour les nouveaux arrivants.

Le CIR d'Évangéline aide aussi les immigrants à combler leurs besoins professionnels. Dans un secteur tel que celui de la santé, le processus d'obtention du permis requis pour travailler au Canada peut s'avérer intimidant et coûteux.

« Et tel n'est pas le cas uniquement dans le domaine de la santé. Les ingénieurs et les enseignants peuvent aussi éprouver de grandes difficultés, ajoute M. Monfray. Nous ne travaillons pas uniquement au profit de la population d'Évangéline, mais à celui du Canada entier. »

Dans le but de faciliter sa mission de recrutement, le CIR d'Évangéline dispose d'un nouveau site Web et a récemment lancé une vidéo promotionnelle, qui vante la région d'Évangéline

et fait la promotion du Canada à titre de destination.

Au moyen de partenariats tels que le CIR, le gouvernement du Canada contribue à la croissance des régions rurales et offre aux petites collectivités l'occasion de prendre leur avenir en main. Le CIR, un partenariat de collaboration, est composé d'un certain nombre de personnes et d'organismes qui visent le même but : introduire de nouveaux habitants, de nouvelles ressources et une nouvelle énergie dans leur collectivité.

Pour en connaître davantage à propos du CIR d'Évangéline, visitez le www.immigrationevangeline.org. Pour en connaître davantage à propos de l'initiative nationale du CIR, visitez le www.rural.gc.ca.

Le Secrétariat rural

Le Secrétariat rural est une entité qui favorise le rapprochement entre le gouvernement du Canada et les Canadiens des régions rurales et éloignées pour assurer la vitalité et le dynamisme de leurs collectivités.

Se rapportant à Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Secrétariat a pour mandat d'assurer la direction et la coordination des activités du Partenariat rural canadien (le cadre politique fondamental à l'appui des efforts du gouvernement fédéral en faveur du milieu rural), de faciliter la liaison et l'établissement de partenariats sur les enjeux et les priorités du monde rural, et de favoriser le dialogue entre les intervenants du secteur rural et le gouvernement canadien.

Le Secrétariat exerce ses activités auprès d'un vaste groupe de clients et de partenaires, soit les collectivités rurales, les organisations, les associations et les entreprises, les peuples autochtones, les ministères et organismes des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et locaux, et les autres intervenants ruraux au Canada.

Secrétariat rural, région atlantique
1600, rue Main, pièce 210
Moncton, N.-B. E1C 1G5

Télé: 1-866-406-1100
Télec: 506-851-2984
www.rural.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2008

ISSN 1710-341X
AAFC No. 10356E



Canada